

Des défis à relever à Cuba

mardi 16 mars 2010, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2010).

Sommaire

- [Cuba a un accès très restreint](#)
- [Des réformes nécessaires \(...\)](#)
- [Le contrôle ouvrier, l'autoges](#)
- [La fin repoussée de la libreta](#)

Des facteurs externes et internes créent une situation difficile et tendue à Cuba. La crise financière et économique mondiale affecte directement l'économie cubaine à cinq niveaux :

1. le prix de la tonne de nickel exportée par Cuba sur le marché mondial est passé de 50 000 dollars à 10 000 dollars entre 2008 et 2009 ;
2. bien que le nombre de touristes ait un peu augmenté en 2009, ils ont nettement réduit leurs dépenses (ce qui a réduit de 10% les recettes) ;
3. la chute du prix du pétrole, qui a affecté directement le Venezuela, a retardé les paiements que ce pays effectuait pour rémunérer les services rendus aux Vénézuéliens par Cuba, notamment au niveau de la santé ;
4. les effets, dans la durée, des dommages créés par de puissants ouragans qui ont ravagé une partie de l'île en 2008 ;
5. le maintien de l'embargo par l'administration de Barack Obama. Le nouveau président n'a même pas levé les mesures qui interdisent aux citoyens états-uniens de faire du tourisme ou d'aller se soigner à Cuba. Or vu la proximité entre les Etats-Unis et Cuba, le tourisme en provenance du voisin du Nord pourrait augmenter grandement les recettes touristiques de l'île de la Caraïbe.

La conséquence, c'est un déséquilibre (un déficit) dans la balance commerciale de Cuba alors que ce pays doit importer une proportion élevée de la nourriture consommée dans le pays. Le gouvernement a réagi par une forte réduction des importations, ce qui a affecté la vie quotidienne de la population cubaine. Les difficultés d'approvisionnement en nourriture ont créé un malaise perceptible par ceux qui dialoguent avec les Cubains dans la rue. Précisons que contrairement à l'écrasante majorité des pays en développement, y compris les pays émergents, personne ne meurt de faim à Cuba et on ne constate pas d'insuffisance pondérale parmi la population. Les Cubains ne souffrent pas de sous-alimentation. Dans un pays où les inégalités restent très nettement inférieures à celles des pays voisins, les Cubains ont accès à une alimentation suffisante et à des services de santé et d'éducation de qualité. En 2009, le Cubain moyen a consommé 3 200 calories par jour alors que la norme nationale minimale est fixée à 2 600 calories.

Néanmoins, les Cubains ressentent une frustration dans leur vie quotidienne car ils doivent consacrer un temps anormalement long dans les files au magasin pour accéder à une série de produits alimentaires et les prix de certains de ceux-ci ont augmenté : c'est le cas de la pomme de terre dont le prix, libéré, a doublé.

Cuba a un accès très restreint aux financements extérieurs

Il faut rappeler que Cuba n'est membre ni du FMI ni de la Banque mondiale afin de ne pas subir leurs diktats. Cuba ne leur demande donc pas de prêts. De plus, les crédits des pays membres du Club de Paris lui sont refusés depuis des années, mais quand on connaît les conditionnalités qui les accompagnent, il n'est pas possible de le regretter [1].

Les banques privées internationales qui sont prêtes à octroyer du crédit exigent des primes de risque-pays très élevées pour se protéger de l'embargo décrété par les Etats-Unis. Concrètement, la plupart des crédits octroyés à Cuba proviennent de la Chine, du Brésil et du Venezuela. Cette situation est très frustrante vu que les pays de la région qui ont constitué à Cancun en février la Communauté latine et Caraïbe (comprenant tous les Etats des Amériques sauf les Etats-Unis et le Canada), disposent d'environ 500 milliards de dollars sous la forme de réserves de change. Au lieu d'utiliser ces réserves pour réaliser des investissements productifs dans la région ou pour venir en aide aux pays du Sud dont la balance commerciale est en déséquilibre, une partie considérable de ces réserves est prêtée au gouvernement des Etats-Unis via l'achat de bons du Trésor [2]. La situation est d'autant plus frustrante que, au niveau politique, la création de fait de cette nouvelle organisation met fin à une anomalie existant depuis près d'un demi-siècle, à savoir l'existence d'une Organisation des Etats américains (OEA) dont le siège est à Washington et dont Cuba a été exclu sous pression des autorités états-uniennes.

Les retards persistants dans le démarrage de la Banque du Sud créée par sept pays [3] (dont, de toute façon, les opérations seront limitées en principe à l'Amérique du Sud) ne permettent pas non plus de concevoir une possibilité de prêt solidaire à court ou moyen terme à l'égard de Cuba. Enfin, la banque de l'ALBA [4], qui est à peine en phase de démarrage, ne dispose pas de membres suffisamment riches, à part le Venezuela, pour constituer une véritable source de financement pour Cuba.

Des réformes nécessaires dans le domaine de l'agriculture

Après avoir abordé les facteurs externes, traitons maintenant des facteurs internes.

Le bilan de 50 ans de politique agricole à Cuba est négatif puisque, comme mentionné plus haut, plus de la moitié des calories consommées dans l'île proviennent des produits importés. On est donc loin de la souveraineté alimentaire. Pour répondre à cette situation, les autorités viennent d'attribuer en usufruit environ un million d'hectares en friche à 100 000 familles. On imagine mal que cette décision apporte une solution à la hauteur des problèmes. Quand on interroge les autorités concernant leur politique en matière de droit de propriété, elles répondent qu'il est exclu de modifier la législation actuelle afin de permettre l'extension de la propriété privée tant dans l'agriculture que dans le domaine de services. Elles veulent à juste titre éviter la reconstitution de grandes propriétés terriennes (*latifundia*).

Il faut effectivement prendre des mesures pour éviter la reconstitution de rapports de production et de propriété capitalistes dans le secteur agricole comme dans le reste de la société cubaine, pas de doute là-dessus. Mais l'observateur se rend compte que le secteur de la petite propriété familiale privée est celui qui produit le plus efficacement les aliments. Or, ce secteur représente à peine quelques pour cent des terres arables du pays. L'Etat pourrait augmenter le nombre de familles pouvant accéder à la propriété de la terre à condition de produire des aliments. Ces familles paysannes se verraient interdire strictement de vendre leurs terres à des tiers afin d'éviter la concentration de celles-ci et la reconstitution de grandes propriétés privées.

L'Etat pourrait stimuler l'extension et la stabilisation d'une paysannerie productive constituée d'exploitants familiaux qui utiliseraient des méthodes organiques pour produire en quantité suffisante des aliments de qualité. La famille qui exploiterait une terre qui lui appartient devrait participer directement à la production et pourrait engager quelques salariés pour lui venir en aide à condition de respecter strictement le code du travail afin de garantir un salaire et des conditions de travail dignes et à condition de contribuer au financement de la sécurité sociale. On circonscrirait ainsi le secteur privé à la petite production marchande familiale qui pourrait coexister à côté des secteurs coopératif et étatique.

On pourrait également, à côté des ces secteurs, développer une production agricole municipale, urbaine ou semi-urbaine, sous la responsabilité des autorités communales. En effet, au cours des vingt dernières années, les Cubains ont développé la production dans les potagers en milieu urbain ou semi-urbain et ont atteint un niveau d'efficacité élevé. L'expérience pourrait certainement être renforcée.

Le contrôle ouvrier, l'autogestion, le contrôle citoyen, l'organisation d'espaces de débat contradictoire...

Mais la condition sine qua non pour trouver des solutions aux problèmes de Cuba consiste inmanquablement à faire un saut qualitatif dans la participation populaire sous différentes formes : le contrôle ouvrier, l'autogestion, le contrôle citoyen, l'organisation d'espaces de débat contradictoire, etc.

En effet, le problème fondamental à Cuba réside dans le fait que les travailleurs et les citoyens ne se sentent pas directement impliqués dans les décisions qui touchent à leur travail (conditions de travail, destination du produit de leur travail, maintenance des outils de travail...). Cela entraîne un niveau de productivité très bas, un gaspillage important ainsi qu'un niveau élevé de vols sur les lieux de travail. C'est le facteur interne essentiel qui explique les faiblesses intrinsèques du système cubain. Il est vrai que l'histoire du 20^e siècle et du début du 21^e offre peu d'exemples réussis dans la durée d'expériences de contrôle ouvrier et d'autogestion.

Les pays qui ont tenté des expériences socialistes ont très vite connu des déformations bureaucratiques et autoritaires, suivies carrément d'une dégénérescence. Malgré les difficultés objectives et subjectives, si un progrès radical n'est pas fait dans ce domaine, toutes les tentatives d'amélioration et de réforme risquent d'être vouées à l'échec et les désillusions et frustrations gagneront du terrain. Quand on interroge les autorités sur la question de la participation populaire, on obtient des réponses tout à fait évasives.

La fin repoussée de la libreta

Notamment pour faire face à la réduction des recettes de l'Etat, le gouvernement cubain a décidé il y a plus d'un an de mettre progressivement fin à l'existence de la libreta. Qu'est-ce que la libreta ? C'est le carnet dont chaque Cubain dispose et qui lui donne accès à une série de produits de base à un prix très bas, pratiquement symbolique. Ceux-ci couvrent environ 30% des besoins alimentaires. Cela représente, selon les calculs officiels, un coût pour l'Etat d'un milliard de dollars par an. Pour procurer à tous les Cubains les produits de la libreta à des prix hautement subventionnés, l'Etat doit dépenser cette somme soit sous forme d'achat en devises de produits importés, soit en rémunérant les producteurs locaux. L'écrasante majorité des Cubains tient à la libreta qu'elle considère comme un acquis.

Dans les circonstances actuelles, il semble que le gouvernement se rende compte qu'une suppression de la libreta produirait un très grand mécontentement populaire. Il est probable qu'il renonce à la mise en pratique de cette décision dans l'année ou les deux années qui viennent. Mais la menace de suppression n'est pas abandonnée définitivement.

Depuis 20 ans de multiples commentateurs annoncent la fin imminente du régime castriste et/ou la restauration du capitalisme. Aucun de ces deux scénarios ne s'est réalisé et Cuba est toujours un pays où le capitalisme a été supprimé il y a 50 ans à la suite d'une révolution. Ce pays soumis à un blocus des Etats-Unis, blocus condamné chaque année par plus de 98% des membres de l'Assemblée générale des Nations unies, est une nouvelle fois confronté à des défis que seul un renouveau de l'autoactivité des masses pourra relever.

Eric Toussaint

P.-S.

* Eric Toussaint est coauteur avec Yannick Bovy du livre *Le Pas suspendu de la révolution. Approche critique de la réalité cubaine*, édition Le Cerisier, Mons (2001).

Notes

[1] Cuba a suspendu les paiements au Club de Paris au milieu des années 1980 (voir Millet Damien et Toussaint Eric, *60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM-Syllepse, 2008, p 258).

[2] Voir Eric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM-Syllepse, 2008, notamment pages 38-39.

[3] Voir Eric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM-Syllepse, 2008.

[4] ALBA (Alianza Bolivariana para los Pueblos de America) est un projet d'intégration alternative proposée en 2003 par le président du Venezuela en réponse à l'ALCA (Area de Libre Comercio de las Americas) l'initiative des États-Unis. Opérationnelle depuis 2004, elle comprend maintenant le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique, St Vincent et les Grenadines, l'Équateur, Antigua & Barbuda. La proposition d'intégration inclut des projets dans plusieurs domaines tels que la finance, l'éducation, les infrastructures, la science et technologie, l'énergie, l'environnement, etc. L'initiative la plus importante à ce jour est celui de Petrocaribe, qui fournit de pétrole vénézuélien à des conditions abordables pour le reste des pays membres. A son apogée en 2008, la valeur totale des exportations de pétrole vénézuélien à ses partenaires de Petrocaribe ont atteint 10 milliards de dollars.